

Création du fonds d'appui aux initiatives de la société civile malienne : Le ministère de la refondation et l'Union Européenne ont organisé des journées de consultation

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

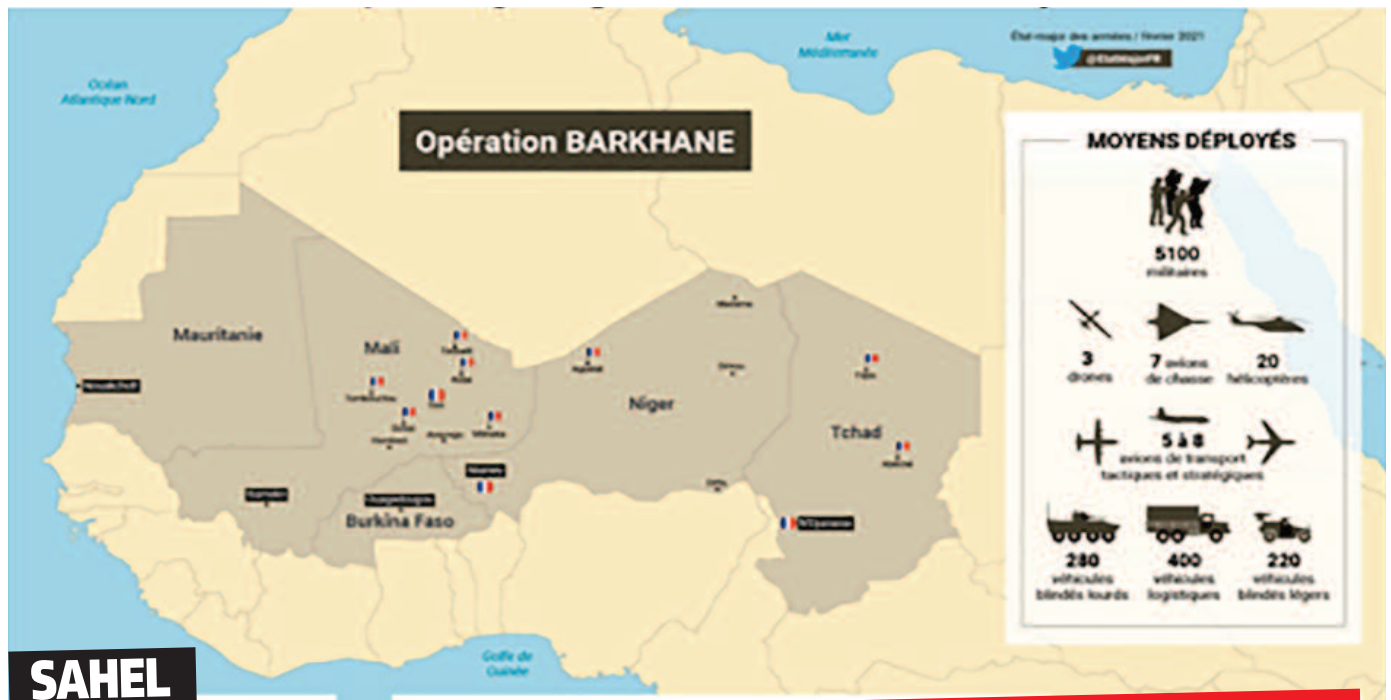
LUNDI 22 NOVEMBRE 2021

979

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'intervention française rejetée par des manifestants et syndicalistes



Dégradation des cours d'eau du Mali par l'orpaillage : Des pistes de solutions dégagées



50eme pèlerinage à Kita : La communauté chrétienne apporte son soutien à la transition



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

21 Nov.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1149

Nouveaux cas confirmés

27

Nouveaux guéris

18

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

74 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
14 cas graves en soins intensifs
344 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

16 946

Guéris

15 000

Décès

592

dont 865 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.21



/ Une /

SAHEL : L'intervention française rejetée par des manifestants et syndicalistes

P.4

/ Brèves /

Lutte contre le terrorisme : Les FAMA récupèrent des véhicules

P.11

PROMO CANAL+ MALI : Des offres attrayantes

P.11

Burkina Faso : Le convoi militaire français a quitté Kaya pour Ouagadougou

P.11

Koulouba : Plusieurs regroupements de partis politiques en phase avec les autorités de la Transition

P.12

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga à Ségou : « Les Maliens ne suivront personne pour déstabiliser la Transition en cours »

P.12

Mali : Un vaste réseau de fabrication de fausses cartes NINA démantelé par le SJI !

P.13

Garde Nationale : Le Colonel Hassane Ag Fagaga démissionne

P.13

/ Actualité /

Apprentissage des jeunes : Lancement d'un programme pilote pour 160 jeunes par l'APEJ

P.15

Révolution technologique et promotion de l'emploi : L'APEJ à la découverte de Orange Digital Center Mali

P.16

Création du fonds d'appui aux initiatives de la société civile malienne : Le ministère de la refondation et l'Union Européenne ont organisé des journées de consultation 50eme pèlerinage à Kita : La communauté chrétienne apporte son soutien à la transition

P.17

P.18

2eme congrès de l'AMPSS : Plus d'engagement pour offrir des soins de qualité à la population

P.20

Assises nationales de la Refondation : les opposants réitèrent leur refus de participer

P.21

Dégradation des cours d'eau du Mali par l'orpillage : Des pistes de solutions dégagées

P.23

/ Politique /

Mali : Une coalition de partis refuse de participer aux consultations du pouvoir Inclusivité du processus des ANR : L'ADEMA-PASJ en mission commando

P.24

P.26

/ Culture & société /

Ogossagou : Du drame à l'écran

P.27

/ International /

Élections au Venezuela : Les opposants au régime veulent réintégrer la scène politique

P.28

Somalie : Face à la sécheresse, la situation humanitaire se détériore dangereusement

P.29

/ Sport /

CAN 2021 : Le Zimbabwe privé de la Coupe d'Afrique au Cameroun ?

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

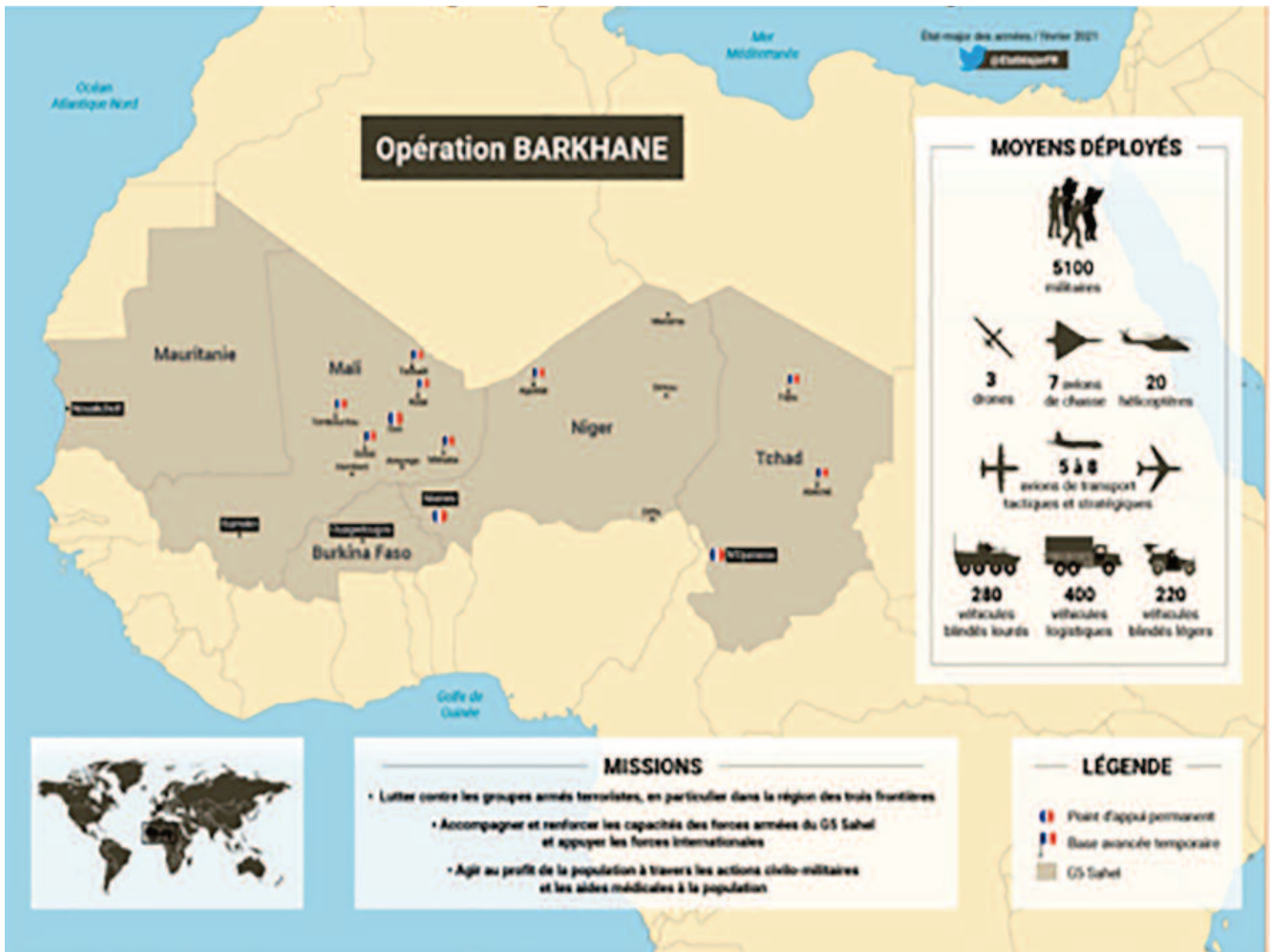
• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



SAHEL L'intervention française rejetée par des manifestants et syndicalistes

Pendant qu'au Niger des syndicats de travailleurs exigent le retrait des forces françaises, la traversée du Burkina Faso par celles-ci a été bloquée par de jeunes manifestants.

Jeudi dernier, quatre syndicats nigériens ont publié un communiqué, pour exiger le départ des forces françaises, du territoire national. Rassemblés au sein de l'Inter-syndicale des Travailleurs du Niger (ITN), les syndicats concernés ont déploré les attaques terroristes récentes, survenues dans les régions de Tillabery et Tahoua. Après avoir exprimé sa compassion, aux familles et au Niger entier, l'ITN est allé fort. En effet, dit-il, « Aujourd'hui, les Nigériens s'inquiètent et se demandent pourquoi les forces en présence au Niger sont incapables

d'endiguer ce phénomène de déstabilisation du Niger. Ainsi, les Nigériens sont de plus en plus convaincus que les vrais ennemis du Niger et son peuple ne sont autres que l'État français, ses partenaires et ses valets locaux ». En conséquence, l'ITN exige « le départ sans condition de toutes les forces d'occupation illégalement installées pour que l'État du Niger, au nom de sa souveraineté, puisse diversifier ses partenaires en matière de défense ». Une telle déclaration s'inscrit dans la droite ligne de celles de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali et de la Confédération des

Syndicats autonome du Sénégal, publiées respectivement en Septembre et Octobre dernier. Tout se passe comme si les travailleurs formaient un axe ouest-africain d'opposition et de dénonciation de la présence militaire française en Afrique. Du reste, il n'est pas improbable que les syndicats de travailleurs francophones ouest-africains créent une plate-forme en ce sens. Là où les partis politiques brillent par leur manque de cohésion, leur mutisme et parfois leur lâcheté, il faut espérer que les syndicats – comme sous la décolonisation –, se fassent l'écho des gron-



dements populaires.

Dans le même communiqué, l'ITN a salué « les peuples du Mali et du Burkina Faso pour leur mobilisation et leur lutte contre le terrorisme et les visées impérialistes dont ils souffrent ». On se souvient qu'en fin de semaine, un convoi militaire français a été stoppé par les populations de Kaya, au Centre nord du Burkina Faso. Des heurts s'en sont suivis, avec des blessés.

Dans la foulée de la déclaration de l'ITN, les réseaux sociaux ont fait état d'un achat de matériel militaires par l'État du Niger auprès de la Turquie. Hasard de calendrier ?

Par ailleurs, Kassoum Moctar, membre du gouvernement nigérien, à déclaré sur sa page Facebook : « Ceux qui demandent avec insistance le départ des forces étrangères ont des visées pires que celles des terroristes. Certes certains le font par naïveté ou par ignorance ; et ils sont pardonnables. Par contre, d'autres ont des visées anarchistes, voire politiques et travaillent pour créer le désordre et le chaos dans nos États... » L'homme est un coutumier du fait. Comme il fallait s'y attendre, cette publication a été très critiquée. Certains, pris de colère, s'en sont pris personnellement au ministre. « Mr Kassoum respectez vos concitoyens. Dire que ceux qui demandent le départ des forces étrangères ont des visées pires que celles des terroristes est insultant et impardonnable. C'est vous qui croyez, par naïveté,

à une quelconque guerre contre le terrorisme. Le terrorisme n'a jamais autant prospéré que pendant la présence des ces "forces" étrangères, qui ne font que nous affaiblir en réalité. Il n'y a pas plus naïf que vous », a réagit un internaute.

Au même moment des renforts en matériels de l'opération Barkhane en provenance de la

Cote d'Ivoire à destination du Niger et de Gao au Mali ont été bloqués par des milliers de manifestants au Burkina Faso. Ce convoi, fort de près d'une centaine de gros porteurs et du double de containers sans compter les véhicules embarqués était long de plus d'un kilomètre. C'est cette longue colonne qui a été bloquée par des manifestants à Kaya qui avaient fait de leurs corps des barrières infranchissables. Les conciliabules menés notamment par le chef de l'exécutif local, l'envoi de renforts burkinabé, les jets de grenades lacrymogènes, les tirs de sommations voire plus n'y firent rien. Pendant trois longues journées, le convoi fit du surplace avant de prendre l'humiliante décision de rebrousser chemin vers Ouagadougou.

Mais manifestement, le calvaire des militaires français n'étaient pas terminés car des manifestants avaient également bloqué l'entrée est et la sortie nord de Ouaga que le convoi devait emprunter. Ils ont finalement été dispersés par des jets de grenade lacrymogène mais un coup sévère a été portée à la France tenue de mieux réfléchir sur ses relations avec ses colonies. Sur fond d'imbroglio malien.

■ **Malik WOGO et Moctar SOW**



Jeune Afrique



Le succès du roman de Mohamed Mbougar Sarr, "La plus secrète mémoire des hommes", a remis au goût du jour "Le Devoir de violence", texte controversé de Yambo Ouologuem. L'écrivain camerounais Eugène Ébodé est l'un des rares à avoir été reçu par celui qui s'était isolé à Sévaré au début des années 1970. Il raconte.



Radio Guintan



Bakary Togola devant la Cour d'assises ce lundi 22 novembre 2021.

L'ancien Président de la Chambre d'agriculture du Mali sera jugé ce lundi pour détournement présumé de fonds au détriment des cotonculteurs.

Le montant du préjudice est estimé à environ 09 milliards de FCFA sur lesquels il a déjà remboursé 04 milliards de FCFA.

S'il est reconnu coupable il risque de longues années de prison à moins de circonstances atténuantes.



Mr Diarabi



#Bamako_Kabako: Moussa Diarra épouse sa bonne comme 2e femme.

Choqué par l'attitude de sa femme qui est tout le temps sur les réseaux sociaux, Salif D., 39 ans, géologue sur une mine d'or, décide d'épouser sa bonne qui joue parfaitement le rôle de maîtresse de maison.

Jeme suis marié avec la fille que j'aimais, ma copine de jeunesse, il y a quatre ans de cela. Après notre mariage, je suis allé au-devant de ses moindres désirs. J'ai même payé ses frais de formations scolaires. Elle est aujourd'hui comptable dans une société avec mon accord bien entendu.

Bien avant qu'elle ne commence à travailler, j'avais engagé une aide-ménagère pour l'aider dans les différentes tâches domestiques. Depuis quater ans maintenant, je n'ai pas mangé une seule fois de la nourriture préparée par la femme que j'ai épousée.

Une fois à la maison c'est son téléphone qui est sa préoccupation. La bonne fait la cuisine, et le lit, lave mes dessous. Et nos deux enfants l'appellent même maman et appellent ma femme tantie.

N'en pouvant plus, j'ai fini en janvier 2019, par lui lancer un ultimatum : si la bonne me cuisine et lave mes dessous encore, je l'épouse.

Madame n'a pas pu jouer son rôle. J'ai donc décidé d'épouser la bonne comme seconde épouse.

Mali Tribune

Image d'illustration !



Balanzan info



#URGENT #URGENT

Secteur de Diabaly

Tôt ce matin, les hommes armés ont incendié ce dimanche 21 novembre 2021, le tout nouveau car de la compagnie Fomba Trans quittant dogofri pour Bamako

Selon les sources, ils auraient tenté de kidnapper tous les passagers masculins dont certains ont pu se sauver de justesse.

Ilias Cissé

Observateur MALI Tv sur place.

Source Activités TV



■ Kayes Diesel



Diplôme de reconnaissance une médaille un collier décerné à l'inspecteur des douanes Brahim Coulibaly chef de bureau principal de Kayes pour services rendus a la mobilisation des recettes un homme dévouer engage courtois vis à vis des transitaires et d'autres partenaires de la région de Kayes jusqu'à la frontière de diboli kidira Sénégal avec le tout nouveau directeur régional des douanes cheick hamala Diallo ex DR de Ségou un cadre compétent et dynamique fils du territoire il est en terrain connu bonne chance à la mobilisation des recettes sans oublié le grand inspecteur des douanes moctar dicko chef de visite toujours courtois attentif bonne chance à vous tous.



■ J'Affiche Sénégal



Māmbāyē Fäll •

Un moine tibétain a été découvert dans une grotte cachée dans les montagnes du Népal.

Il est a ce jour considéré comme la personne la plus âgée au monde (environ 247 ans).

Il est dans un état de transe ou de méditation appelé « tiquatorze ». Il a été retrouvé enveloppé dans une fourrure et certains scientifiques le considéraient comme une momie, mais il a montré des signes vitaux....

Dans son vêtement, ils ont trouvé un manuscrit où il était écrit : « Continue à croire toutes les bêtises que tu vois sur Facebook et tu iras très loin dans la vie ».



■ Activiste Tv



#Ce qui s'est dit à Accra au Ghana.

#CÉDÉAO:Umaro Sissoco Umballo le président de la Guinée Bissau et le président Macky Sall ont été les présidents les plus durs dans les sanctions prises contre le Mali.

En effet lors du Sommet des chefs d'états à Accra en Novembre, il était question de sanctionner uniquement le premier ministre malien Choguel K Maïga. Un peu plus tard, une liste de 14 personnes a été proposée. Il s'agissait donc de sanctionner 14 personnalités dans un premier temps et cela différé au mois de décembre, oui les sanctions devaient débiter en décembre. Lorsque le Président de la Guinée Bissau Umaro Sissoko Umballo a entendu cela, il a piqué une crise de nerf en exigeant l'application immédiate des sanctions sur le Mali comme son pays l'avait subi une fois. Avec Macky Sall remonté à bloc, ils ont demandé de les étendre à l'ensemble des personnalités de la Transition justifiant que s'ils se limitaient à 14 personnes, ce serait injuste. C'est ainsi que les chefs d'États ont agi.

Depuis la crise entre Bamako et Paris, plusieurs chefs d'États ont été reçus à l'Élysée pour recevoir des instructions afin de montrer la suprématie de la France. Certains pour leur "loyauté" devraient recevoir des armes et des munitions, c'est le cas du président nigérien. En effet, pour sa fidélité à la France il est récompensé par des tonnes d'armes et de véhicules de toutes sortes. À quelles conditions, nous ne le savons pas. C'est ce convoi qui est bloqué au Burkina Faso par les manifestants. Des manifestants au passage dont nous saluons la détermination, la bravoure.

Le Mali a toujours cru qu'il était entouré d'amis d'ailleurs le Bissau Guinéen ne cesse de répéter que sa mère était originaire du "Mali". Le Mali restera toujours debout et fier!
Ibou SY



■ Paul Diarra



En cette période de fin d'année, prenons soins de nos vies ainsi qu'à celles nos proches. Une minute d'inattention coûte chère sur la route. Usager de la route, l'accident n'est pas une fatalité.
#StopAccidentMali
#Prudence



■ Alima Dioba Togola



Il était fan de moi, mais on s'était jamais vu. J'ai reçu des cadeaux de sa part sans le connaître.

Il y'a un mois on s'est eu au téléphone il m'a dit qu'il m'attendait pour le carrefour de la mode prévu en décembre à Mopti. Mais hélas il est parti a jamais, que la terre te soit légère homme de culture.



■ L'ESSOR



La cargaison 705 cartons de viande fraîche de poulets d'une valeur de plus de 10 millions de Fcfa a été interceptée, le 18 novembre dernier, en provenance de Guinée



■ Gandhi MÉDIA - GM



"Je propose à nos autorités de quitter la CE-DEAO rien ne nous y empêche, qu'on ferme les frontières, il y a la Mauritanie et d'autres pays pour les importations."
Me konaré



Mamadou Ismaila KONATE



Nos artistes ont du talent et sont engagés dans la dénonciation publique des dérives sociales...écoutons les souvenirs qu'ils nous instruisent ...https://youtu.be/oq0glBvf_TU #LeMaliQueJ #PourLeJeMengage #PourLe #EngageonsNous



Larmes des pauvres



Transgression des symboles français au #Burkina Le drapeau tricolore brûlé dans les récentes manifestations contre l'insécurité,cette montée du sentiment anti français au #Sahel témoigne l'échec des stratégies dictées par l'hexagone dans l'anti terrorisme.



#Mali --#Mopti en proie à un cycle de violence meurtrière depuis avril 2021 suite à la rupture des accords de paix locaux signé en 2019, une ambassade de #Djenné est venue solliciter l'implication de l'imam Dicko pour le rétablissement de la paix.

#Mali --#Mopti Ce 21/11 les combattants de la kM sur plusieurs motos ont tiré en direction des miliciens dozo de village de #Marébougou. Les habitants de cette localité du cercle de #Djenné sont toujours assiégés par les groupes djihadistes.

Apple pie



Quelqu'un pour leur dire que manifester pour « chasser » la France c'est aussi arrêter d'exiger des aides à tout va, des perdiems financées par « l'aide » extérieure, le soutien des PTF, certains « financements de projets » et autres avantages liés à leur implication indirecte ?

Samba Gassama General 1 m · 🌐

J'ai écouté [Mme N'djim Fatoumata Dicko](#) sur [Joliba TV.News](#) avec [Mohamed Attaher Halidou](#). Elle a répété ce que son mari a dit mais avec beaucoup plus de sagesse et d'intelligence. Cette femme est une redoutable politicienne, elle en maîtrise les codes et le langage. Elle dribble durant l'interview pour rester maître sur le plateau, ne répondant qu'à ce qui l'arrange et lui permet de faire passer ses messages.

Samba Gassama General



Ils prennent conscience que nous ne sommes plus à l'époque du G De Gaulle, mais au moment où ils avaient le monopole du colonialisme et de la prédation économique ils n'ont pas voulu revoir les règles du jeu. Maintenant que la concurrence rentre dans le jeu ils crient au loup

RFI Favoris · 6 h · 🌐

Dans une interview accordée au journal « Le Monde », le ministre des Affaires étrangères français s'est dit inquiet de la prédation économique qui pèse sur les pays africains, en pointant du doigt la Chine et la Russie. « Nos concurrents n'ont ni tabous, ni limites » a affirmé Jean-Yves Le Drian, selon qui les Européens doivent à tout prix refonder leur relation avec le continent.

À propos de ce site web

RFI
Jean-Yves Le Drian appelle à la création «d'un nouveau deal entre l'Afrique et l'Europe»

MAD SECURITE

SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE

MAD SECURITE

NOUS AVONS POUR MISSION D'ASSURER LA SÉCURITÉ DE VOS LOCAUX 24H/24

NOTRE SOCIÉTÉ
Enregistrer au registre de commerce
Agrément de l'état
Couverture assurance RC Professionnelle

NOS AGENTS
Former par des experts en art martial et sécurité
Formation pratique et théorique
Enquête de moralité
Agents bien équipés
uniforme aux couleurs de la société
outils de sécurité adaptés à l'environnement et à la situation

EFFICACITÉ
Contrôles inopinés
Des contrôleurs assurent le suivi et la présence des agents
Fiche de suivi et évaluation

SERVICE AJOUTÉ
Audit et Installation d'outil de surveillance et de sécurité sur mesure et à la demande

MAD SECURITE : Sotuba aci près du boulevard des armés, non loin du 16^{ème} arrondissement - Tel : 76 29 07 36 / 50 45 45 52
Email : securinetsarl@gmail.com

Lutte contre le terrorisme : Les FAMA récupèrent des véhicules



Suite à des informations recueillies auprès des populations, une patrouille FAMA a effectué une reconnaissance dans le triangle Sanguela-Kouniou-MIZANSO, dans la région de Koutiala. Au cours de cette patrouille, les FAMA ont récupéré 2 véhicules civils enlevés par des éléments des groupes armés terroristes et cachés dans une forêt près de la frontière avec le Burkina Faso. Il s'agit d'une (01) Toyota Hilux et d'une Hunday Tucson dont les numéros sont respectivement AN 4436 MD et CH 8047. Lesdits véhicules seront remis aux autorités administratives de Sikasso. Source : Forces Armées Maliennes

Burkina Faso : Le convoi militaire français a quitté Kaya pour Ouagadougou

La journée a été tendue autour de la base où s'est installé le convoi de l'armée française. Des manifestants ont tenté d'accéder au site. Les soldats français ont effectué des tirs de sommation pour les en éloigner. Le gouverneur de la région de Kaya s'est rendu par deux fois sur place pour tenter de désamorcer la crise et permettre au convoi de revenir sur Ouagadougou. Il n'y a eu « aucun blessé du fait de l'action française », selon l'état-major français.

À Burkina Faso, tout est allé vite en quelques heures dans l'après-midi du samedi 20 novembre. Le convoi a finalement pu quitter la ville de Kaya dans la nuit du samedi à dimanche et se diriger vers Ouagadougou la capitale. Selon nos informations, le dernier des 60 véhicules du convoi a quitté le site du stationnement à 1h20.

Ultimatum

Le Gouverneur de la région du Centre -Nord avait négocié pour que les manifestants laissent revenir le convoi sur Ouagadougou. Des manifestants qui avaient donné un ultimatum aux soldats français pour quitter la ville de Kaya, ont tenté de pénétrer sur le site où sont stationnés les camions. Selon l'état-major des armées françaises, un groupe de manifestants a voulu découper le grillage qui entoure le site. Les gendarmes burkinabè ont lancé des gaz lacrymogènes et les soldats français ont fait des tirs de sommation en l'air. Après ces tirs, plusieurs personnes ont été transportées à l'hôpital de la ville de Kaya.

Des blessés « par balle »

Selon une source médicale, quatre personnes ont été reçues au service des urgences. « Ces quatre personnes ont été blessées par balles », af-

PROMO CANAL+ MALI : Des offres attrayantes



Dans le souci constant d'offrir un service de qualité aux abonnés, Canal+ lance une promotion spéciale en cette fin d'année. L'information a été donnée le 20 novembre 2021, par les responsables de Canal+ Mali au cours d'une conférence de presse.

Seydi Tall directeur des ventes de Canal+ Mali a saisi cette opportunité pour donner des informations précieuses sur la promotion en cours. « Chaque année pour permettre de finir l'année en apothéose, Canal+ pense à ses clients en faisant des offres spéciales sur tous les prix. C'est dans cette vision qu'au lieu de 10 000 FCFA, le décodeur est à 5 000 FCFA pendant cette période. Pour tout réabonnement, les abonnés bénéficieront de 15 jours offerts à tout Canal+ 40 000 FCFA. Pour bénéficier de ces offres, les clients doivent faire leur réabonnement avant la fin de leur abonnement. Nous nous efforçons chaque fois, d'améliorer la qualité de nos offres. Il faut noter que les offres 2021 sont meilleures à celles de 2020. Les programmes de cette année sont très riches et variés. La télévision n'est plus un luxe, c'est une nécessité de nos jours », a-t-il dit. Le responsable réabonnement et marketing, Yacouba Diallo a focalisé son intervention sur les offres disponibles. Il a rappelé que ces offres sont disponibles à partir de 5 000 FCFA. « J'invite les clients s'abonner pour bénéficier de ces offres. Le Canal s'est donné comme vocation de satisfaire la clientèle. », a-t-il affirmé.

Le directeur général de Canal+ Mali, Moussa Tiémoko Dao est revenu sur les données techniques. A l'en croire, il est possible de coupler les abonnements qui n'étaient pas possible auparavant. C'est dire que Canal+ intègre les observations des clients pour améliorer la qualité de ses offres. Aussi, il est largement expliqué les procédures de sélections des chaînes sur le bouquet Canal+. La formule accès de 2021 est plus riche que celle de 2020 mais le prix n'a pas varié d'un iota.

Ibrahim Sanogo

firme cette même source sans autre précision. L'état-major des armées françaises soutient de son côté qu'il n'y a eu « aucun blessé du fait de l'action française ». Une source sécuritaire burkinabè explique que des gaz lacrymogènes ont été lancés après les tirs de sommation de l'armée française, pour éloigner les manifestants qui essayaient de revenir après avoir constaté les blessés dans leur rang.

Source : RFI

Koulouba : Plusieurs regroupements de partis politiques en phase avec les autorités de la Transition



Dans le souci d'obtenir un large consensus autour de la tenue des Assises nationales de la Refondation et échanger sur la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, a accordé une série d'audiences aux acteurs de la scène politique. A la suite de l'Alliance pour la Démocratie au Mali- Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ), le mardi 16 novembre dernier, trois regroupements de partis politiques, plus le M5-RFP, ont été reçus par le Chef de l'Etat.

A leur sortie d'audience, les différents chefs de délégation se sont prononcés. Pour sa part, le chef de la délégation du Cadre d'Echanges des Partis politiques pour la Réussite de la Transition, le Dr Youssouf Diawara, a bien apprécié l'initiative de cette rencontre sans toutefois donner de garantie sur la participation de son regroupement aux Assises nationales de la Refondation.

A la différence de la première délégation, celle du Mouvement du 5 Juin 2020- Rassemblement des Forces Patriotique (M5-RFP), conduite par son Vice-Président, M. Boubou Karamoko TRAORE, a rassuré le Président de la Transition quant à leur engagement de travailler au consensus et à la réconciliation des Maliens autour des objectifs des Assises nationales de la Refondation.

Même position tenue par l'Alliance Citoyenne pour la République et la Démocratie dont le soutien du Président, M. Oumar Ibrahim TOURE, est sans équivoque : « Nous avons réaffirmé notre position qui est de participer aux Assises nationales de la refondation. L'occasion était opportune pour exprimer devant le Président de la Transition notre engagement à être présent et à contribuer de façon très positive ».

Après un tour d'horizon sur la situation sociopolitique et sécuritaire du pays et la tenue des futures Assises nationales de la Refondation, la Coalition des Forces Patriotiques (COFOP), par la voix de son Président, le Dr Abdoulaye Amadou SY, a lancé un appel à l'union de tous les Maliens autour des autorités de la Transition. C'est pourquoi, la COFOP accompagnera le processus de refondation en cours dans notre pays à travers sa participation aux Assises nationales de la Refondation.

Source : Présidence de la République du Mali

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga à Ségou : « Les Maliens ne suivront personne pour déstabiliser la Transition en cours »



En marge de sa visite dans la cité du Balanzan (Ségou) dans le cadre de la clôture des travaux du Forum National sur l'Entreprenariat des Jeunes et Femmes en milieu rural, le Premier ministre a écorché ceux qui veulent torpiller la transition en cours.

De plus en plus les détracteurs de la transition font entendre leurs voix après le meeting du cadre d'échange des partis et groupements politiques pour une transition réussie au Mali qui accuse Choguel d'être le seul responsable des conséquences du non-respect des engagements pris devant la communauté internationale, il y a deux semaines, Tiébilé Dramé a publié un mémorandum très critique envers la gestion des autorités de transition. En visite de trois jours à Ségou dans le cadre de la clôture des travaux du Forum national sur l'entreprenariat des jeunes et femmes en milieu rural, le Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, a profité devant une foule qui l'ovationnait de faire quelques écorchements à l'endroit des détracteurs de la Transition qui réclament l'organisation des élections générales.

« Les Maliens ne suivront personne pour déstabiliser la transition en cours », a lancé le chef du gouvernement pour galvaniser la foule. Concernant l'organisation des élections qu'une partie de la classe politique malienne et la communauté internationale ne cessent de réclamer, le Premier ministre a fait savoir que même demain le gouvernement peut organiser les élections, mais qu'ils veulent organiser ces élections pour les élections. « Beaucoup de gens disent il faut aller aux élections, mais si on leur dit d'aller battre campagne dans leurs régions beaucoup ne vont pas, ils vont rester à Bamako et battre campagne à la télé après ce sont ces mêmes personnes qui vont dire les militaires ont imposé leur candidat qu'il n'y pas eu d'élection », a fait savoir le M. Maïga.

En réponse aux propos lors du meeting de cadre d'échange des partis et groupements politiques pour une transition réussie au Mali, le Premier ministre sans langue de bois a affirmé que « laissons les adversaires de la transition parler, ils ont la bouche pour parler. Mais nous, nous avons la bouche, nous ne parlons pas mais nous avons les idées pour agir... ». S'agissant des relations tumultueuses et houleuses entre Paris et Bamako qui pour l'instant se sont métastasées, le chef du gouvernement a affirmé que c'est juste une politique au-delà de la mythologie politique trop de choses lient la France et le Mali à cause d'une température on pensait qu'on est des adversaires.

Ousmane Mahamane / (Envoyé spécial à Ségou) / Source : Mali Tribune

Mali : Un vaste réseau de fabrication de fausses cartes NINA démantelé par le SJI !

Le Service d'Investigation Judiciaire de la Gendarmerie Nationale vient de démanteler un vaste réseau de fabrication de fausses cartes NINA en mettant sous les verrous dix (10) suspects. L'enquête a été conduite par l'adjudant-chef, Lamine Mantallah Traoré sous la supervision du chef de Service d'investigation judiciaire, Colonel-magistrat Haïdara.

A la suite du démantèlement du groupe qui a frauduleusement soustrait d'importantes sommes d'argent d'une banque de la place grâce à l'utilisation des cartes NINA, les limiers du SIJ ont eu la curiosité de pousser l'enquête pour faire la lumière sur lesdites cartes ayant servi à effectuer ces opérations. Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III a autorisé l'ouverture d'une procédure. Le Directeur du RAVEC a été saisi pour vérifier l'authenticité de ces cartes. Après vérification, elles se sont relevées être fausses.

En tandem avec les responsables du RAVEC, l'équipe d'enquêteurs conduite par l'Adjudant-chef, Lamine Mantallah Traoré, un officier de police judiciaire courageux et méthodique lance les premières investigations qui ont permis de mettre la main sur un suspect qui rodait aux alentours de la Direction du RAVEC. Il a été appréhendé en possession d'un sac rempli de documents administratifs (fiches d'empreintes digitales, fiches individuelles, des photocopies des cartes d'identité et de



passesports, des photos d'identité et divers autres documents). Les précieuses informations obtenues ont conduit à l'interpellation de deux autres suspects. D'investigations en investigations, d'autres personnes ont été citées. Avec le concours du Directeur du RAVEC, l'équipe a réussi à démanteler le réseau en procédant à l'interpellation de dix (10) autres suspects. Sur les treize (13) personnes interpellées, dix (10) sont des agents de la Direction du RAVEC. Elles ont été mises à la disposition du Procureur de la République. Ainsi, depuis le mardi 16 novembre 2021, une enquête a été menée par les éléments du Service d'Investigation Judiciaire de la Gendarmerie. Rappelons que grâce à ces fausses cartes NINA, des centaines de millions ont été dérobés au niveau de quatre (4) banques de la place.

A.Quattara/Malijet.com

Garde Nationale : Le Colonel Hassane Ag Fagaga démissionne



Dans un communiqué déposé à notre Rédaction, le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, a pris le décret N° 0818/PT-RM du 17 novembre 2021, portant acceptation de démission d'un officier supérieur des Forces Armées et de sécurité.

Ainsi le chef de l'Etat a décrété la démission des Forces Armées et de sécurité du colonel Hassane Ag Fagaga de la Garde nationale du Mali pour convenance personnelle.

L'intéressé est rayé du contrôle des effectifs des Forces Armées et de sécurité. Il sera versé dans la réserve des Forces Armées et de sécurité, précise le communiqué.





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Apprentissage des jeunes : Lancement d'un programme pilote pour 160 jeunes par l'APEJ



Le siège de l'UNAFEM sis à Bamako Hamdallaye ACI 2000 a abrité, ce vendredi 19 novembre 2021, la cérémonie de lancement d'un important programme de renforcement de l'employabilité des jeunes à travers l'apprentissage. Ce programme pilote qui couvre plusieurs régions concerne 160 jeunes qui seront placés auprès de maîtres-artisans durant 3 mois avec la collaboration des chambres de métiers ou d'agriculture selon les cas. Les corps retenus vont de la saponification aux métiers du solaire en passant par l'agroalimentaire, la décoration (staff) et la plomberie sanitaire. Parmi les 160 bénéficiaires, 60 ont été sélectionnés dans le District de Bamako. A la fin de cette formation, les jeunes, dont plusieurs sont diplômés, bénéficieront d'une initiation dans les modules de l'entrepreneuriat avec à la clé des kits d'emploi.

Le Directeur Général adjoint de l'APEJ qui a prononcé le lancement des formations a invité les jeunes et les encadreurs à veiller au bon déroulement du programme qui est entièrement pris en charge par l'Etat à travers l'APEJ. A ce titre un mécanisme de suivi sera institué avec notamment une réunion mensuelle conjointe APEJ-faitières, dixit M. José Pierre Félix Coulibaly.

Auparavant, le représentant du Maire, les porte-paroles des apprenants (Mme Aminata Traoré et M. Siaka Sangaré), les représentants de la chambre des métiers (M. Adama Traoré) et des maîtres artisans (M. Bakary Diarra) se sont félicités du démarrage de ce programme en remerciant l'APEJ pour son implication positive dans la réalisation de sa mission, à savoir concourir à la création d'emploi pour les jeunes, hommes et femmes de 15 à 40 ans, en milieu rural ou urbain, résidents ou expatriés en facilitant leur accès au marché du travail

et au crédit.

La composante Renforcement de l'employabilité des jeunes du Programme Emploi Jeune (PEJ) comprend cinq axes opérationnels : l'organisation de stages de formation professionnelle, la reconversion/adaptation à des postes de travail, l'apprentissage, les stages de qualification dans les entreprises privées et les organisations non gouvernementales et l'organisation de Chantiers-Écoles HIMO. Dans ladite composante l'APEJ a placé 48 486 jeunes diplômés en Stage de formation professionnelle dans les services publics, 11 974 jeunes en Stage de qualification, 2 675 jeunes déscolarisés ou non scolarisés formés en apprentissage, 476 jeunes diplômés reconvertis, 9 739 jeunes formés dans les formations qualifiantes et/ou à la carte, 3 108 jeunes ont été formés sur les techniques HIMO à travers les chantiers-écoles, 705 jeunes ont été installés dans la riziculture et le maraîchage, sur les terres aménagées, 24 085 jeunes ont été mobilisés pour les travaux de curage de caniveaux, balaye de voies, entretien routier... dans le cadre des programmes d'urgence dans les régions du Nord et du centre, 596 364 journées de travail ont été créées (Chantiers HIMO et Programmes d'urgence) et 192 jeunes ont été formés en machinisme agricole en partenariat avec le PRESAN-KL.

Le secteur de l'artisanat est l'un des piliers de l'économie malienne qui représente près de 20% du PIB du pays et 171 métiers répertoriés, de la mécanique automobile, à la ferronnerie en passant par la teinture, la coiffure, le tissage, la couture. C'est aussi l'un des principaux employeurs : on estime à 40% la part de la population active qui travaille dans ce secteur et qui dépend directement des revenus que génèrent leurs activités de production, de

réparation, de transformation. Dans leurs garages et leurs ateliers, ils sont donc des centaines de milliers d'hommes, de femmes et de jeunes, des maîtres-artisans, des ouvriers ou des apprentis à exercer leur métier, dans des conditions de production le plus souvent précaires, parfois dangereuses faute d'espace, d'équipement ou d'infrastructures appropriées. Le secteur de l'artisanat, c'est aussi la plus grande école du Mali, un vecteur essentiel d'insertion pour nos jeunes. La capacité d'accueil des centres de formation professionnelle reste limitée, largement en deçà des besoins, tandis que les conditions d'admission et les diplômes exigés pour y accéder excluent de fait une large majorité de ces jeunes. C'est alors auprès des artisans, dans les ateliers que s'organise la formation... un mode d'apprentissage « traditionnel », encore largement informel, mais qui s'organise et permet de mettre en activité, chaque année, des milliers de jeunes, de les former, de les préparer et de leur offrir de nouvelles perspectives.

Dans un pays où 50% de la population a moins de 15 ans et où le niveau de pauvreté reste un obstacle majeur à la scolarisation « conventionnelle », le secteur de l'artisanat - grâce à cette capacité d'absorption et d'encadrement - joue un rôle économique et social essentiel, indispensable.

L'accès aux financements, aux crédits et aux marchés publics est un autre problème récurrent.

Comme le dirait l'autre, il y a ceux qui ont, ceux qui n'ont pas, ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Il s'agit aujourd'hui de se mobiliser pour que tous les jeunes du Mali apprennent un métier.

CICOM APEJ

Révolution technologique et promotion de l'emploi : L'APEJ à la découverte de Orange Digital Center Mali

Une délégation de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) a visité, le mercredi 17 novembre 2021, l'environnement physique de Orange Digital Center Mali dont les activités sont dédiées à l'accompagnement et au développement des compétences numériques dans une démarche professionnalisante et altruiste.

La délégation comprenait M. José Pierre Félix Coulibaly (DGA), M. Sory Boureima Traoré (Chef Département Entrepreneuriat Jeunesse), M. Cheik Oumar Sow (Chef Département Financement et Garantie), M. Casimir Sangala (Chef Cellule communication) et Mme Fadimata Mohamed Ndiaye (Experte Cellule PME/PMI).

Avec l'assistance de M. Ousmane Touré, Directeur du centre, lui-même situé à Hamdallaye ACI 2000, l'équipe de l'APEJ a successivement visité les espaces : FabLab solidaire, un atelier de fabrication numérique qui permet de prototyper les projets, d'apprendre les métiers digitaux, le design et l'impression 3D ; Orange Fab accélérateur de startups doté actuellement de trois positions avec à la clé une subvention de 5 millions de fcfa et un système de mentorat pour une durée de 6 mois, puis Orange Digital Kalanso dont un espace enfants (formation au codage) et un espace jeunes qui forme présentement 50 lauréats en intelligence artificielle (business, analyses, cyber sécurité, robotique, data sciences, pour développeurs, innovateurs et managers). Ce dernier programme dont le coût individuel oscille autour de 4 600 000 FCFA en France est dispensé gratuitement à l'instar de tous les autres programmes qui ont déjà touché 3 500 jeunes dans l'ensemble des régions bien avant l'avènement de ODC, pendant que quelques 965 auditeurs ont été formés avec à la clé plus de 1 000 visiteurs.

Les e-compétences recouvrent aujourd'hui un large spectre de savoir-faire spécifiques qui renvoient au numérique et aux outils des TIC et à l'entrepreneuriat.

De plus en plus les compétences numériques sont inscrites au rang des priorités pour la

compétitivité, la croissance et l'emploi par tous les pays.

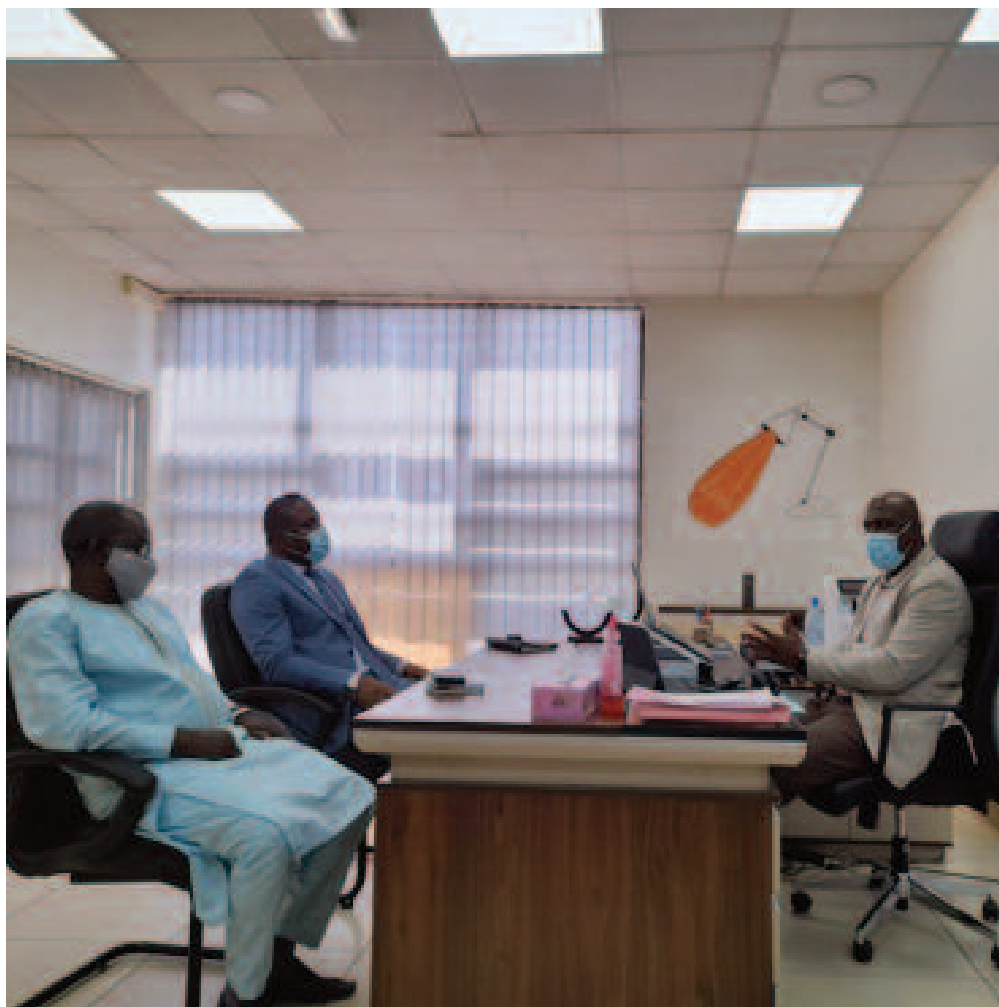
Bref, certaines nations ont certes raté de grandes révolutions industrielles, mais aucune communauté sociale ou professionnelle ne peut s'offrir le luxe de manquer le rendez-vous de la mutation numérique devenue incontournable. En effet, les enjeux sont importants à plus d'un titre : changement fondamental des économies, dématérialisation des processus et des produits avec des impacts sur la structure des emplois, gain de temps et d'espaces. D'où l'intérêt de l'APEJ à prospecter davantage dans ce secteur au profit des jeunes du Mali. Dans les jours à venir un partenariat pourrait être scellé dans ce sens entre la structure et

Orange Mali.

Orange Digital Center Mali qui a vu le jour en juillet 2021 travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la formation et de l'insertion dont le Ministère en charge de l'emploi afin de renforcer l'employabilité des jeunes et les encourager à innover.

Fonctionnant en réseau, ces centres favoriseront des échanges d'expériences et d'expertises à grande échelle. Le concept s'étendra à toutes les géographies du Groupe. D'ici 2025, 32 Orange Digital Centers devraient voir le jour en Afrique et en Europe.

CICOM APEJ



Création du fonds d'appui aux initiatives de la société civile malienne : Le ministère de la refondation et l'Union Européenne ont organisé des journées de consultation

Durant deux jours au Centre International de Conférences de Bamako (CICB), les représentants des organisations de la société civile venus de toutes les régions du Mali ont analysé et validé les projets de textes (lois et décrets) de création du fonds d'appui aux initiatives de la société civile. Les cérémonies d'ouverture et de clôture étaient placées sous la présidence du ministre de la refondation chargé des relations avec les institutions, avec à ses côtés, l'ambassadeur de l'Union Européenne au Mali et le représentant du maire de la commune 3.

Dans son mot d'accueil Mamadou Kouyaté, représentant de Madame le maire de la Commune 3 a souhaité la bienvenue aux participants à la cérémonie qui a lieu dans sa commune. Aussi, a-t-il félicité l'initiative du fonds d'appui aux initiatives de la société civile pour le développement de notre pays qui est une première au Mali.

L'ambassadeur de l'UE a dans son allocution a salué l'initiative de création de ce fonds qui sera géré par la société civile elle-même pour accompagner l'état dans son bon fonctionnement avant la fin du programme HIBISCUS. Son Excellence Barth Ouvry a rappelé certaines actions phares du programme HIBISCUS avant de rassurer le ministère de la refondation de l'appui et l'accompagnement de l'Union Européenne et des autres partenaires au dévelop-



pement pour un fonctionnement optimum du fonds créé.

Le Secrétaire Général du Ministère de la refondation chargé des relations avec les institutions, M. Ibrahim Bengaly, qui a représenté le ministre Ibrahim Ikassa Maiga a rappelé que la création du fonds d'appui à l'initiative de la société civile est issue d'un long processus, incluant notamment les études comparatives, l'analyse du cadre législatif et réglementaire ainsi que les concertation et séance de travail entre l'état, la société civile et les partenaires au développement. Monsieur Bengaly a ensuite salué l'Union Européenne pour son appui à la création de ce fonds et salué les organisations de la société civile malienne venue de toutes les contrées du pays et dont la présence aux travaux de ces journées de consul-

tation traduit l'importance qu'elles accordent au développement social et économique de notre pays.

La création du Fonds d'appui aux initiatives de la Société Civile est l'aboutissement d'un long processus incluant notamment des études comparatives, l'analyse du cadre législatif et réglementaire ainsi que des concertations et séances de travail entre l'Etat, la Société Civile, les Partenaires au développement sous la direction du Ministère chargé des Réformes institutionnelles désormais Ministère de la Refondation de l'Etat.

L'initiative de la création de cet établissement public à caractère administratif (EPA) a pour but de soutenir les efforts des organisations de la société civile pour promouvoir la participation citoyenne et responsable aux activités de développement de notre pays.

Une initiative qui intervient à un moment où notre pays entend amorcer un processus de Refondation qui englobe tous les secteurs de la vie nationale afin de jeter des bases tangibles du développement local de manière participative et inclusive.

Les conclusions de ces journées permettront la création juridique du fonds en question pour qu'il permette à la société civile de contribuer à hauteur de souhait aux actions de l'état.



■ Moctar SOW

50^{ème} pèlerinage à Kita : La communauté chrétienne apporte son soutien à la transition

Le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a présidé la cérémonie de clôture du 50ème pèlerinage de la communauté chrétienne catholique, à Kita en présence de milliers de pèlerins. Le thème de cette édition était : Avec Marie, tous unis pour un Mali fraternel.



Moment de prières, de communion, d'exhortation et d'invocation, le 50ème pèlerinage a été une opportunité pour la communauté chrétienne d'invoquer le seigneur pour le retour de la paix dans notre pays. Les fidèles sont venus de partout à travers le monde. 231 fidèles ont fait à pied le trajet Bamako-Kita. La particularité de cette édition a été la participation des fidèles de Montpellier. Toute la nuit, les fidèles chrétiens ont prié pour le Mali.

Le ministre des affaires religieuses et du culte, Mamadou Koné dira que cette occasion doit servir d'exemple à cette période de la vie de notre nation. Il a réitéré l'engagement du gouvernement à assurer la sécurité de toutes les confessions religieuses sans distinction au-

cune. Le thème retenu pour la présente édition à savoir « Avec Marie, tous unis pour un Mali fraternel » cadre parfaitement avec la vision et l'attente du gouvernement. Il est aussi en droite ligne avec les efforts quotidiens et la volonté inébranlable des pèlerins dans la recherche de la paix et de l'apaisement du climat à travers l'union des cœurs et des esprits. La pertinence de ce thème se passe de commentaire au regard de la situation difficile que traverse notre pays depuis bientôt une décennie. La contribution de la communauté chrétienne en général au développement socioéconomique du pays est appréciée à sa juste valeur par les plus hautes autorités du pays. L'Etat malien accompagne l'ensemble des confessions religieuses dans le strict respect

des lois républicaines laïques. « **Je vous remercie pour l'esprit d'ouverture et la qualité de votre contribution pour la réussite de la transition à travers le cadre d'échanges avec les confessions religieuses. Je salue les communautés musulmanes et protestantes avec lesquelles vous avez collaboré et proposé des solutions communes sur toutes les questions d'intérêt national. La communauté chrétienne a toujours joué sa partition pour la consolidation de la paix et du vivre ensemble dans notre pays** », a-t-il laissé entendre.

Il a rendu un hommage aux pèlerins qui ont parcouru le trajet Bamako Kita pour participer à ce 50ème pèlerinage. Aussi, il a exhorté la

communauté chrétienne à prier pour le retour rapide de la paix et la réussite de la transition. L'acceptation de l'autre malgré la différence des religions.

Le président de la conférence épiscopat Mali, Jonas Dembélé s'est réjoui de la participation des autorités de la transition à ce 50ème pèlerinage. Il en a profité aussi pour annoncer leur participation aux Assises nationales de la refondation. Enfin, il a prié pour un Mali uni et réconcilié avec tous ses fils.

Le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a exprimé toute la reconnaissance du peuple malien à la communauté chrétienne pour leur engagement et leur détermination. Aussi, il a loué les louanges du Cardinal Jean Zerbo qui a toujours invité à l'unité des maliens, à la tolérance à la résilience, et à la tolérance. « **La libération de la sœur Gloria, a certes mis du baume au cœur de tous les maliens particulièrement de la communauté chrétienne. Mais, le gouvernement n'a fait que son devoir pour obtenir la libération de cette brave dame. Pour les autorités de transition, la libération était devenue une question d'honneur et dignité pour que la communauté chrétienne sache qu'elle a tous les droits comme tous les maliens.**

C'est vrai que le Mali est un pays à 90% de musulmans. Mais vous savez une démocratie, on dit que c'est la volonté de la majorité. Une vraie démocratie, une saine démocratie, c'est la démocratie qui préserve comme la prune de ses yeux les droits des minorités y compris les minorités religieuses. Le respect dû à la communauté chrétienne est une obligation constitutionnelle et morale pour l'Etat malien et ses dirigeants. A tous les chantiers, dans toutes les batailles que le peuple malien mène contre le sous-développement contre la misère pour recouvrer son unité, son intégrité, son honneur, sa souveraineté, la communauté chrétienne, les maliens de religions chrétiennes ont toujours été là où ils doivent. Vous êtes une force stabilisation, une force cohérence, une force de paix en république du Mali », a fait savoir le PM Dr Choguel Kokalla Maïga

Et d'enchaîner : « **Nous voulons faire en sorte que la communauté chrétienne retienne que si elle n'a pas été considérée comme elle le souhaite en des moments de l'histoire, que cette période soit retenue comme la période où la communauté**

chrétienne a bénéficié de la plus grande considération, du plus grand respect, de la plus grande disponibilité des autorités. Parce que nous savons que les défis qui attendent notre pays, les difficultés auxquelles nous faisons face, on ne les gagnera pas seulement par la force physique. On les gagnera aussi par la force spirituelle, par la force du caractère et l'amour de la patrie, par l'amour de son prochain. Nous savons que pendant toute la nuit, la communauté chrétienne a prié pour le retour de la paix au Mali. Ça nous a convaincu d'ailleurs que le choix de venir ici au nom du président de la transition, c'était un choix qui était obligatoire. Je voudrai vous dire que les plus hautes autorités du pays compte sur vos bénédictions, sur votre soutien pour que notre pays retrouve la paix des cœurs et des esprits, pour notre pays retrouve le vivre ensemble et sa place dans le concert des nations africaines et du monde », a-t-il conclu.

■ Ibrahim SANOGO



2^{ème} congrès de l'AMPSS : Plus d'engagement pour offrir des soins de qualité à la population

Offrir une prestation de santé de qualité aux populations avec en ligne de mire la lutte contre la pandémie à coronavirus tel semble être l'objectif du 2^{ème} congrès ordinaire de l'association malienne des professionnels en sciences de la santé. La cérémonie d'ouverture était placée sous la présidence de Dr Cheick Haïdara président de l'inter ordre en présence du Dr Bocoum promoteur de l'école de santé « le Djenné ».



Placé sous le thème : professionnels de santé, population et Covid 19, le 2^{ème} congrès a enregistré la présence des délégués venus de tout le Mali. Pendant deux jours les congressistes ont passé en revue tous les textes de l'association notamment les statuts et le règlement intérieur. Des communications ont été faites sur des thèmes comme les stratégies de sensibilisation et l'efficacité des différentes mesures, les stratégies de communication pour l'acceptation de la vaccination, entre autres. Un nouveau bureau a été mis en place pour un mandat de 3 ans. Le représentant du maire de la commune IV, dira que l'objectif de ce congrès est d'organiser un cadre d'échange entre les professionnels de santé et contribuer à la réduction de la propagation de la Covid 19. La santé de la population, à l'instar de celle de l'individu, résulte d'un équilibre dynamique entre les différents

déterminants. Le Mali, à l'instar de les pays a mis en place un système de santé depuis son indépendance dont l'évolution à travers le temps a revêtu différentes approches en rapport avec les différentes politiques de développement socioéconomique mise en œuvre. L'amélioration de la santé des populations a toujours été une préoccupation constate de l'Etat malien. Une des stratégies utilisées est l'adoption du plan décennal de développement sanitaire et social (PDDSS), soutenu par une approche sectorielle et mis en œuvre à travers le PRODESS dont plusieurs phases ont été déjà exécutées.

Dans son intervention, la présidente Sidibé Fatoumata Bintou Traoré, a égrené le chapelet d'activités menées par l'association. Ainsi, elle a souligné des grandes recommandations pour l'amélioration de l'offre de service. A ses dires, l'association a organisé un colloque, une table

ronde et d'autres activités récréatives et sportives pour une cohésion entre les professionnels de santé. Toutes ces activités ont été financées à 90% par les membres de l'association, ce qui dénote de l'engagement de l'association dans la résolution des problèmes de santé. Le thème de ce congrès est d'une importance capitale car le monde entier subit depuis décembre 2019 cette pandémie de COVID 19 avec les conséquences que l'on connaît. En effet, cette pandémie qui a commencé en 2019 s'est vite propagée à travers le monde. Elle a fait des ravages dans tous les pays y compris ceux avec des systèmes de santé réputés bon voire très bon. Au Mali, les premiers cas ont été déclarés le 25 mars 2020 et ce dans un contexte de crise politico-sociale débuté en 2012 qui a entraîné une dégradation de la sécurité réduisant d'avantage l'accès aux services de santé. La vaccination du plus grand

nombre de personnes pourrait encore prendre du temps, dans ce contexte le meilleur moyen de se prémunir contre cette maladie reste l'adoption de mesures de santé publique par tous et à tous les niveaux d'où le thème de ce congrès des professionnels de santé, la population et le Covid 19.

Pour le président de l'association malienne des professionnels en sciences de santé, Salif Diabaté, l'AMPSS a pour but de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins et l'amélioration des conditions de travail du personnel. Avec des objectifs : faire la promotion des professionnels en sciences de la santé, animer des débats et organiser des manifestations, colloques et congrès nationaux ou internationaux sur les pratiques de soins; développer des liens de coopération et mener des projets en collaboration avec les sociétés savantes nationales et internationales, les organismes nationaux et internationaux qui partagent avec l'association les mêmes objectifs; participer à l'organisation de la profession infirmière et à la création de la direction des soins paramédicaux au Mali, valoriser les professionnels en sciences de la santé en République du Mali, valoriser l'expérience professionnelle des professionnels en sciences de la santé pour une meilleure qualité des soins, développer la recherche empirique (Recherche-action) permettant de mieux connaître les patients comme clients et encourager les innovations professionnelles, encourager les collaborations entre les services (même les écoles) de Santé du Mali en fin de réduire les mauvaises pratiques au sein des services de Santé du Mali et de standardiser les pratiques de soins pour la satisfaction des usagers, renforcer la professionnalisation des soins au sein des services de Santé du Mali. Pour Dr Cheick Haïdara président de l'inter-ordre, ce congrès se tient à un moment marqué par la crise de la pandémie à Coronavirus. C'est pourquoi il dira que le thème retenu est d'actualité et interpellateur. Occasion pour lui, d'inviter les professionnels de santé à se faire vacciner. Il a rassuré le soutien du département de la santé avant de déclarer ouverts les travaux du congrès.

■ Ibrahim SANOGO

Assises nationales de la Refondation : les opposants réitèrent leur refus de participer

Un Forum de haut niveau organisé sur le phénomène aura permis de formuler une batterie de recommandations, après identification des pistes de réformes et d'actions à engager pour rendre cette activité durable et sécurisante pour ses pratiquants et les écosystèmes.



Le cadre d'échanges des partis politiques pour une transition réussie a rencontré le vendredi dernier, 19 novembre, le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta pour une séance de travail autour principalement des Assises Nationale de la Refondation. Dès leur sortie de l'audience, et contre toutes les règles de bienséance les opposants à la Transition ont réaffirmé leur refus de participer aux dites rencontres dont ils récusent désormais l'intitulé. Ils semblent désormais préférer l'expression « **Assises Nationale dite de la Refondation** ».

Droits dans leurs bottes, ils ont ensuite publié un communiqué de confirmation de leur décision de refus qui n'étonne pas au regard de la composition de la délégation reçue à Kou-

loubá. Qu'attendre en effet de Baba CISSE, 1er Vice-président de ASMA CFP dont le patron, Soumeylou Boubeye Maïga séjourne depuis plusieurs semaines en prison et le frère cadet Boubou Cissé en cavale ; Ismaël SACKO, représentant Jigiya Koura récemment renvoyé de la Présidence ou il officiait sous IBK en qualité de chargé de mission et dont le président de regroupement Housseini Amion Guindo s'est lui-même mis dans la nasse avec sa rocambolesque affaire de tentative d'enlèvement ; Dr Modibo SOUMARE, Représentant de l'ARP et de Tieman Hubert Coulibaly le locataire du moto-taxi « Teliman » pour quitter clandestinement le Mali afin d'échapper à des poursuites judiciaires ; Amadou GOÏTA, représentant EPM qui regroupe les affidés de



IBK inconsolables pour avoir perdu le pouvoir et enfin Dr Youssouf DIAWARA, Chef de la délégation et Président de YELEMA « Le Changement », homme-lige de Moussa Mara qui tourne plus qu'une pirouette. Le nom de Marimantia DIARRA, Président de l'Adema PASJ étonne au regard de ses prises de positions de l'avant-veille qui était aux antipodes du contenu de la Déclaration. A-t-il été manipulé, retourné ou abusé. Lui-même et son parti s'en expliqueront sans doute rapidement. Selon la narration de la rencontre faite par le cadre dans un communiqué publié à cet effet, l'« **initiative montre à suffisance que le Président de la Transition est entrain de reprendre la main sur les questions politiques en tant que garant de la cohésion sociale** ». Au profit de qui Assimi Goïta avait-il perdu la main ou encore à qui avait-il cédé ses pouvoirs ? Suivez le regard du cadre et vous tomberez inéluctablement sur le Premier ministre Choguel Maïga. S'ensuit d'ailleurs une charge en règle « **la confiance semble effritée entre les responsables de la transition et une grande partie des acteurs politiques, que la neutralité des autorités qui devrait être de rigueur ne s'est pas fait**

sentir, que le consensus prôné et l'inclusivité annoncée ne sont pas encore traduits en actes concrets. Il a rappelé que l'humilité en tant que valeur doit conduire nos actions et par conséquent, les invectives, les menaces, les intimidations, ne sont pas de nature à aider notre pays à relever les nombreux défis soulevés ».

C'est en effet un secret de polichinelle que le cadre en veut à mort au Premier ministre dont la tête est constamment mise à prix. Considéré comme clivant au moment où il faut rassembler, partisan quand la neutralité doit être de rigueur, totalement exclusif quand l'inclusivité doit s'imposer et éléments nouveaux le cadre ajoute les invectives, menaces et intimidations.

En dehors du Premier ministre le Cadre dit avoir invité le Président de la Transition « **veiller au respect du délai de la transition et à l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles à date pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel normal** ».

Pour faire bonne mesure, le Cadre s'engage « **à finaliser au plus vite un document stratégique en cours d'élaboration qui sera**

remis aux autorités de la Transition dont le Président afin de les aider à renforcer les actions allant dans le sens de la réussite de la transition ».

Et enfin, sans le dire explicitement, le Cadre demande le dessaisissement de Choguel du dossier des rencontres entre les partis politiques et le gouvernement et suggère que le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation reprenne la main.

Les Assises Nationales de la Refondation ne seront donc pas totalement inclusives ? Comme le Dialogue national inclusif (DNI) va-t-elle souffrir de l'absence d'une partie significative de la classe politique ?

Il appartient désormais au Panel de Hautes personnalités de jouer toute sa partition pour amener tous ceux qui se soucient du Mali dans la salle des Assises. Rien n'est peut-être gagné. Mais tout n'est pas non plus perdu.

Surtout que trois autres regroupements politiques reçus le même jour, à savoir le M5-RFP, la COFOP de Abdoulaye Amadou Sy ou l'ARP de Oumar Ibrahim Touré ont clairement annoncé leur participation aux Assises.

■ Moctar Sow

Dégradation des cours d'eau du Mali par l'orpaillage : Des pistes de solutions dégagées

Un Forum de haut niveau organisé sur le phénomène aura permis de formuler une batterie de recommandations, après identification des pistes de réformes et d'actions à engager pour rendre cette activité durable et sécurisante pour ses pratiquants et les écosystèmes.



Organisé en marge de la 9^{ème} édition des Journées minières et pétrolières du Mali, les travaux du Forum de haut niveau sur la dégradation des cours d'eau du Mali par l'orpaillage a pris fin ce jeudi 18 novembre 2021. La cérémonie de clôture a été marquée par trois interventions.

C'est la lecture de la synthèse des trois jours de travaux qui a ouvert le bal. Elle a mis un accent particulier sur les différentes recommandations ayant sanctionné ces travaux. Celles-ci impliquent toutes les parties prenantes. Ce qui veut dire que, chacun à son niveau d'implication est appelé à réfléchir sur la situation. Ensuite ce fut le tour du président du Groupement professionnel du secteur minier du Mali, Mamadou Samaké d'intervenir. « Il est temps que cette exploitation illégale de l'or soit régulée avec l'implication des autorités » a-t-il suggéré. M. Samaké a rassuré les partenaires que le Groupement fera un bon usage des recommandations issues de ces trois journées de forum.

Pour l'ambassadeur de l'Union européenne (UE), Barth Ouvry, l'eau est une source indispensable dans la vie de l'homme. C'est pour-

quoi, l'UE a financièrement contribué à la construction de la station de pompage et de traitement d'eau de Kabala. Et sur ce chantier, l'appui de l'UE ne fera pas défaut.

Quant à l'ambassadeur du Maroc au Mali, doyen du corps diplomatique, Hassan Naciri, ces journées de réflexion sur la dégradation des cours d'eau du Mali par l'orpaillage, ont permis de diagnostiquer sans complaisance les dangers qui découlent de la pratique de cette activité au Mali. Et les recommandations formulées sont d'une pertinence pour permet-

tre de prendre des décisions en vue de circonscrire le mal.

Initié et organisé par la fondation Forum de Bamako, cet espace d'information et de sensibilisation a bénéficié de la collaboration de VIP Arica, de l'ABFN, des ministères en charge de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et celui des Mines, de l'Energie et de l'Eau. S'y ajoutent les partenaires techniques et financiers du Mali, l'ambassade des pays Bas au Mali, les services techniques de l'OMVS et des personnes ressources.

Le forum a permis d'animer des débats sur RFI et France 24. Aussi, il s'est déroulé autour de panels de haut niveau et l'animation d'un stand d'exposition et de sensibilisation. Plusieurs thèmes ont été discutés durant ces trois journées de travaux. Il s'agit de : « l'orpaillage et le dragage dans la législation minière au Mali », « l'orpaillage et le dragage dans la législation environnementale au Mali » et « le dragage au Mali , le rôle et expérience des organisations régionales et sous régionales pour la préservation des cours d'eau face à la prolifération de l'exploitation minière artisanale etc.

A rappeler que la cérémonie d'ouverture s'est déroulée à l'Institut des hautes études en management (IHEM), sis à l'ACI 2000. C'était sous la co-présidence de Lamine Seydou Traoré, ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau et Modibo Koné, ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable. La clôture des travaux s'est, elle, déroulée dans la salle Balla Moussa Keita du Centre international des conférences de Bamako (CICB).

Ki-Zerbo



Mali : Une coalition de partis refuse de participer aux consultations du pouvoir

Une dizaine d'organisations politiques maliennes ont signifié vendredi au Président de Transition, le Colonel Assimi Goïta, leur refus de participer à des consultations nationales dont le gouvernement fait un évènement déterminant avant la tenue d'élections et un retour des civils au pouvoir.



Le "Cadre d'échange", coalition de partis, avait déjà annoncé son refus de prendre part aux "Assises nationales de la refondation" programmées par le pouvoir d'ici à la fin de l'année. Il a exprimé ce refus en personne vendredi au colonel Goïta, au pouvoir depuis le putsch du 18 août 2020.

"Nous avons rencontré ce matin à Koulouba (le palais présidentiel) le président de transition. Nous lui avons expliqué notre vision, mais la pomme de discorde se situe au niveau des Assises nationales de la refondation", a dit à l'AFP Sékou Niama Bathily, chargé de communication du Cadre d'échange. "On veut que le délai de la transition ne soit pas lié aux Assises.

On veut les dissocier pour aller à l'organisation rapide des élections", a-t-il ajouté. Le Premier

ministre installé par la junte, Choguel Kokalla Maïga, insiste sur la tenue de ces Assises en vue de décider du contenu politique de la transition en cours. Il fait primer ces Assises sur la tenue d'élections et les autorités maliennes ont récemment notifié à la Communauté des Etats Ouest-africains (CEDEAO) qu'elles seraient dans l'incapacité d'organiser des élections présidentielle et législatives en février 2022, comme la junte s'y était préalablement engagée.

Le gouvernement malien invoque l'insécurité persistante dans ce pays pauvre et enclavé, livré depuis 2012 aux agissements de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, et aux violences de toutes sortes perpétrées par des milices autoproclamées d'autodéfense et des bandits. Les forces régu-

lières sont elles-mêmes accusées d'exactions. Les deux tiers du pays échappent au contrôle des autorités. M. Maïga dit préférer veiller à créer grâce aux Assises les conditions pour que les élections ne soient pas contestées.

La junte a annoncé le 23 octobre que ces Assises se tiendraient du 21 au 26 décembre. Elles doivent être précédées de phases communales qui débiteront le 12 décembre. Le Cadre d'échange réunit plusieurs partis et regroupements de partis, dont le Rassemblement pour le Mali de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta, renversé le 18 août 2020, et le Yelema de l'ancien Premier ministre Moussa Mara.

(Lire en encadré le communiqué)

COMMUNIQUE DU CADRE D'ÉCHANGES DES PARTIS ET REGROUPEMENTS POLITIQUES POUR UNE TRANSITION RÉUSSIE SUITE A SA RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ÉTAT

À la demande du Président de la Transition, Chef de l'Etat, le cadre d'échanges des partis politiques pour une transition réussie a été reçu à KOULOUBA ce vendredi 19 novembre 2021 à 10 heures du matin.

Cette invitation à laquelle le cadre d'échanges des partis politiques pour une transition réussie a répondu dans un esprit républicain et par souci de contribuer à l'apaisement du climat politique, a essentiellement porté sur la tenue des Assises Nationale dite de la Refondation (ANR). Une initiative faudrait-il le rappeler portée par l'actuel gouvernement de transition.

Le Président de la Transition dans son propos s'est apesanti sur les nombreux défis auxquels notre pays fait face, nécessitant l'union des Maliens. Il a par la suite sollicité la participation aux Assises Nationales de Refondation, des partis politiques, regroupements politiques, mouvements et associations membres du cadre d'échanges des partis politiques pour une transition réussie.

Le Président de la Transition a également invité les membres du cadre de faire fi des erreurs du passé et se tourner vers l'avenir.

Le chef de la délégation du cadre, Dr Youssef DIAWARA, Président du parti YELEMA « Le Changement », a tenu à saluer l'esprit d'ouverture du Président de la Transition, Chef de l'Etat. Il a tenu à préciser que le cadre n'est pas une opposition à la transition et estime que sa réussite est une exigence pour tous.

Il a également fait remarquer que cette initiative montre à suffisance que le Président de la Transition est entrain de reprendre la main sur les questions politiques en tant que garant de la cohésion sociale.

Le Chef de la délégation du cadre Dr Youssef DIAWARA a tenu au nom des membres du cadre à préciser que la confiance semble éfritée entre les responsables de la transition et une grande partie des acteurs politiques, que la neutralité des autorités qui devrait être de rigueur ne s'est pas fait sentir, que le consensus prôné et l'inclusivité annoncée ne sont pas encore traduits en actes concrets. Il a rappelé que l'humilité en tant que valeur doit conduire nos actions et par conséquent, les invectives, les menaces, les intimidations, ne sont pas de nature à aider notre pays à relever les nombreux défis soulevés.

A l'étape actuelle des choses et au regard de ce qui précède, le cadre d'échanges des partis politiques pour une transition réussie, ne prendra pas part aux assises nationales dite de la refondation. Le cadre appelle le Président de la Transition de veiller au respect du délai de la transition et à l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles à date pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel normal.

Le cadre reste disposé à accompagner et œuvrer inlassablement à la réussite de la transition dans le strict respect des engagements pris par nos autorités vis-à-vis du peuple malien et de nos partenaires nationaux et internationaux.

Le cadre s'est engagé auprès du Président de la Transition, Chef de l'Etat à finaliser au plus vite un document stratégique en cours d'élaboration qui sera remis aux autorités de la Transition dont le Président afin de les aider à renforcer les actions allant dans le sens de la réussite de la transition.

Le cadre souhaite la reprise des rencontres entre les partis politiques et le gouvernement à travers le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Les questions liées à l'insécurité, à la cherté de la vie, et au respect de l'état de droit ont été évoquées par les représentants du cadre. Le Directoire était représenté par :

Dr Youssef DIAWARA, Chef de la délégation et Président de YELEMA «Le Changement»,
Baba CISSE, 1er Vice-président de ASMA CFP,
Ismaël SACKO, Représentant Jigjya Koura,
Amadou GOITA, Représentant EPM,
Dr Modibo SOUMARE, Représentant de l'ARP,
Marimantia DIARRA, Président de l'Adema PASJ
Source : AFP

Inclusivité du processus des ANR : L'ADEMA-PASJ en mission commando

Après sa rencontre avec le Président Assimi Goïta, le parti ADEMA-PASJ fait office de missionnaire auprès des partis du Cadre d'Echange des partis et regroupements politiques pour une transition réussie qu'il incite à participer aux Assises Nationales de Transition.

Mardi 16 novembre 2021. L'ADEMA-PASJ a été rassurée par le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, de l'inclusivité des Assises Nationales de Transition. Mais surtout de sa réussite « à condition que tous les Maliens veuillent s'inscrire dans la même dynamique d'échange sur la situation du pays pour une issue favorable ». Ce message a été reçu à bras-le-corps par le président de ce parti, Marimantia Diarra. « Il est indispensable que l'essentiel des forces politiques maliennes participe à ces Assises pour que tous les Maliens parlent de la même voix afin de résoudre les problèmes qui assaillent le pays », a-t-il souligné. La suite est

connue, le parti a pris son bâton de pèlerin pour rencontrer certains partis du cadre dont il était membre avant de faire un faux bond. Le même jour, après Koulouba, le président de l'Adema-PASJ, Pr. Marimantia Diarra en compagnie de plusieurs membres du Comité Exécutif a reçu une délégation de la direction nationale du CNID-FYT conduite par son président Me Mountaga Tall. « Les échanges ont porté sur les questions d'intérêt national dont les Assises Nationales pour la Refondation, l'Organe Unique de gestion des Élections. Sur ces 2 questions, il y a convergence de vues pour preuve que les deux partis ont affirmé leur participation aux ANR. Ils ont tous ex-

primé leur volonté d'œuvrer au caractère inclusif des ANR pour le seul intérêt du Mali », précise la Ruche. Sauf que s'agissant de l'OUGE, les deux partis ont signifié leur accord mais s'inquiète sur le timing.

Quelques heures plus tôt, l'équipe du Pr Diarra a eu une séance d'échanges avec la direction nationale du parti Yelemata, non moins membre du cadre d'échanges des partis pour une transition réussie, conduite par son président M. Youssouf Diawara, pour les mêmes motifs. Même si « le parti Yelemata, pour des questions de principes n'a pas caché son hostilité à la tenue des ANR et l'OUGE ». Car « le format actuel dans lequel se tiennent les ANR et l'OUGE ne le rassure pas d'où son refus catégorique ». La délégation des « Abeilles » s'est réjouie de cette rencontre et a estimé que l'inclusivité doit être le seul maître mot des ANR. Somme toute, l'ADEMA-PASJ de Marimantia Diarra joue la carte d'inclusivité pour la réussite des Assises Nationales de Transition et « dans l'ancrage de la démocratie pour éviter le jugement du tribunal de l'histoire ».

Cyril Adohoun
Source : L'Observatoire





Ogossagou : Du drame à l'écran

Un documentaire de 80 minutes, réalisé par notre compatriote Ayouba Sow a été projeté le mercredi au siège du Fespaco.

Ogossagou, un village situé au centre du Mali où vivent les peulhs et les dogons. Il a connu deux attaques horribles ou massacre. D'abord en mars 2019 avec près de 157 morts et en février 2020 37 morts.

Frustré de cette situation ignoble, étant peulh, le jeune réalisateur a investigué durant 2 ans afin que la population malienne soit informée des réalités de ce que vivent ces populations martyrisées.

« Ce projet de film est né de deux constats déplorables. Primo, j'ai réalisé qu'il devenait de plus en plus difficile pour moi de donner mon avis sur la crise djihadiste au Mali. À peine la discussion entamée, mes amis me faisaient savoir que je suis Peul et que je ne peux que défendre les djihadistes. Ils me lançaient des expressions du genre, 'vos parents djihadistes ou tous les djihadistes sont des Peuls' ce qui n'est pas évident à supporter. Par la suite, j'ai remarqué que de nombreux compatriotes évoquent la présence de mercenaires étrangers

qui tueraient les civils lors des attaques comme celle d'Ogossagou et Koulogon », révèle Ayouba Sow.

Ce documentaire situe d'abord le village dans sa situation géographique en montrant et en donnant les ethnies qui y vivent. L'objet de ce film est de d'informer les Maliens sur ce qui passe dans leur pays. C'est de donner la parole aux victimes, bourreaux pour qu'ils nous expliquent leur situation et leur pensée et état d'âme, surtout leur vérité sans filtre.

Ce film veut montrer aux responsables politiques que la paix est possible à travers des discussions car tous les acteurs de cette crise ne songent qu'à l'arrêt des hostilités. Ils le disent dans le film.

« Je voudrais que tout le Mali entende ces propos. Ces réalités sont aussi transposables à la réalité du Burkina Faso. Le gouvernement du Mali doit déclarer et répéter que les peuls ne sont pas des djihadistes et que les djihadistes ne sont pas des Peuls. Ce ne sont pas

que des mots. Cela sauve des vies. J'ai envie de vous dire que je suis peul. Je n'ai rien à voir avec le djihad. », dit le réalisateur.

Il ressort de ce documentaire des vidéos de propagande qui ont circulé sur les réseaux sociaux, les assaillants n'ont aucun trait étranger, dans les discours politiques, les autorités nous disent qu'il ne s'agit pas d'un conflit intercommunautaire. Et pourtant tous les éléments de ce document disent le contraire des discours politiques en son temps. Le film nous apprend aussi des informations sur l'attaque d'Ogossagou. Sur les auteurs et les victimes. Selon lui, les considérations ethniques sont au cœur de cette crise sécuritaire qui a vidé le centre du Mali et à la fin de son enquête, il confie : « avec mes amis, nous sommes heureux et fiers d'avoir pu réaliser ce film sans compter sur aucune aide financière. Nous serons encore plus fiers si ce film devient accessible à tous les Maliens. Nous voulons rappeler que toutes les communautés peuls, dogons, bambara etc., sont victimes de cette crise. Elles ne demandent : à quand le retour des forces de sécurité afin d'assurer leur sécurité. »

Aminata Agaly Yattara
Source : Mali Tribune

Élections au Venezuela : Les opposants au régime veulent réintégrer la scène politique

Au Venezuela, les électeurs sont appelés aux urnes aujourd'hui. Ils doivent choisir leurs maires, leurs conseillers municipaux ainsi que les gouverneurs des vingt-trois États du pays. Pour la première fois depuis 2017, l'opposition participe aux scrutins. C'est l'un des résultats des négociations entamées au Mexique entre le gouvernement du président Nicolas Maduro et l'opposition.

Le régime socialiste veut obtenir une levée au moins partielle des sanctions dont il est l'objet, notamment pour pouvoir vendre son pétrole. L'opposition, elle, veut obtenir des élections démocratiques. Le gouvernement a donc fait des concessions : deux des cinq recteurs du Conseil national électoral sont désormais issus de l'opposition. Et le régime a invité des observateurs électoraux de l'Union européenne et du Centre Carter. Un gage de transparence, selon lui, pour les scrutins de ce dimanche 21 novembre.

Dans ce contexte l'opposition a décidé de présenter des candidats, après quatre années de boycott. Ses chances de gagner sont pourtant minces parce qu'elle part en ordre dispersée face au gouvernement socialiste qui présente à chaque poste un candidat unique.

Un premier pas avant la présidentielle de 2024

Mais le vrai enjeu est ailleurs : par ces scrutins régionaux et locaux, les adversaires du régime tentent avant tout de réintégrer la scène politique vénézuélienne. Un premier pas avant l'élection présidentielle de 2024. La question est donc de savoir combien de Vénézuéliens

suiront l'appel aux urnes aujourd'hui. Une grande partie de la population dit vouloir un changement politique, tant les conditions de vies sont devenues insupportables. Mais beaucoup d'électeurs potentiels ne font confiance ni à l'opposition ni au système électoral pour y arriver. Quand on pose la question de savoir quelles sont leurs principales préoccupations, les habitants de la capitale vénézuélienne ont des préoccupations assez diverses, rapportent nos envoyés spéciaux à Caracas, Stéphanie Schüler et Bertrand Haeckler. « Les prix en dollars qui augmentent tous les jours. La nourriture est hors de prix et notre argent ne suffit pas pour en acheter. C'est ça le plus grave aujourd'hui », explique au micro de RFI une femme au chômage.

Pour une mère de famille, la priorité c'est « avant tout la santé ! C'est très angoissant d'appréhender tous les jours dans les médias le nombre de personnes qui meurent à l'hôpital en raison du manque d'intrants médicaux. Dans les pharmacies on retrouve maintenant des médicaments. Mais ils sont si chers qu'on ne peut pas les acheter ».

Un chauffeur de taxi pointe quant à lui du doigt « la sécurité et l'impunité ». « Parce que l'in-

sécurité vient des policiers. Désormais, presque tous les cambriolages et vols sont commis par des policiers. Face à ça nous sommes complètement démunis. Ceux qui sont censés nous protéger sont ceux qui nous braquent et nous attaquent », déplore-t-il.

Des citoyens résignés

Et puis il y a cette enseignante, employée du ministère de l'éducation, qui dit « vouloir oser » nous parler. Au Venezuela, écoles et universités souffrent aujourd'hui. Beaucoup d'enseignants ont quitté le pays. « Je suis très inquiète pour l'éducation au Venezuela. Le système éducatif a régressé. C'est très insatisfaisant. Mais aller voter n'est plus la solution ! », affirme-t-elle.

Car si l'opposition fait son retour lors de ces élections, elle reste très divisée et ne remportera certainement pas une victoire écrasante, à part peut-être quelques régions et mairies importantes, selon notre envoyée spéciale à Caracas, Alice Campaignolle. Elle aura surtout du mal à mobiliser des citoyens résignés, qui, pour beaucoup choisiront l'abstention.

Source : RFI



Somalie : Face à la sécheresse, la situation humanitaire se détériore dangereusement

En Somalie, l'inquiétude monte car la sécheresse perdure à travers le pays. Samedi, le Premier ministre, Mohamed Hussein Roble, a annoncé la formation d'un comité, composé de sept membres du gouvernement, chargé d'atténuer les conséquences du phénomène climatique sur la population et le bétail. Plus tôt dans la semaine, les communiqués s'étaient déjà multipliés pour tirer la sonnette d'alarme sur une situation humanitaire critique.



Les Somaliens étaient déjà affectés par des décennies de conflit, des invasions récurrentes de criquets pèlerins ou encore la pandémie de Covid-19... Désormais la sécheresse et les pénuries d'eau aggravent encore plus la situation dans le pays. L'agence humanitaire de l'ONU ainsi que celle en charge de l'alimentation et de l'agriculture ont toutes les deux alertées sur la menace d'une aggravation rapide de la sécheresse. Alors que près de 2,3 millions de personnes souffrent déjà des pénuries d'eau selon l'Ocha. « En novembre on s'attendait à voir le début de la saison des pluies, mais elle n'a toujours pas commencé. Ce qui veut dire que les somaliens vont louper une quatrième saison des pluies consécutive. La situation est critique, alerte Ian Ridley, le chef du bureau humani-

taire de l'ONU. Au total, on estime que près de 100 000 personnes ont déjà fui leur foyer pour trouver de l'eau, que ce soit pour leur propre consommation ou pour leur bétail. »

Les animaux meurent et les récoltes s'amoin-drissent gravement. Une situation qui s'aggrave comme le confirme Etienne Peterschmitt, représentant de la FAO en Somalie.

Des sécheresses de plus en plus récurrentes

« D'après les prédictions météorologiques, les prochaines saisons des pluies ne s'annoncent pas bonnes. On risque d'avoir encore de maigres récoltes l'année prochaine et de continuer à voir le bétail mourir. Le tout engendrant des pertes de modes de vie mais aussi une hausse

des prix, déplore-t-il. On a déjà vu le maïs et le sorgho augmenter de 30 à 60% dans certaines régions. Les projections sont donc pessimistes. On veut tirer la sonnette d'alarme avant qu'il ne soit trop tard. »

La situation inquiète d'autant plus que ces sécheresses sont de plus en plus récurrentes en Somalie. L'agence humanitaire de l'ONU estime d'ailleurs que, si les précipitations à venir ne sont pas suffisantes, le nombre de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire pourrait passer de 5,9 millions actuellement à 7,7 millions en 2022, alors que 71% des somaliens vivent déjà sous le seuil de pauvreté. L'Ocha et la FAO ont donc lancé un appel aux dons.

Source : RFI

CAN 2021 : Le Zimbabwe privé de la Coupe d'Afrique au Cameroun ?

Le gouvernement zimbabwéen a pris la décision de suspendre sa Fédération de football pour « fraude et harcèlement sexuel sur des femmes arbitres ». Une décision qui pourrait entraîner à son tour la suspension des Warriors par la Fifa et les priver de la prochaine CAN en janvier au Cameroun.

Une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête de l'équipe nationale de football du Zimbabwe qui risque de manquer la CAN 2021. Qualifiés sur le terrain à la faveur de leur deuxième place acquise derrière l'Algérie dans la poule H des éliminatoires, les Warriors pourraient être privés de la Coupe d'Afrique à cause d'une décision politique. Le SRC, l'équivalent du ministère des Sports, a en effet suspendu le conseil d'administration de la Fédération en

évoquant « fraude » et « harcèlement sexuel » d'« arbitres femmes » par le personnel technique de la ZIFA.

Une chance pour la Zambie ?

Mardi 16 novembre, le président de la SRC, Gerald Mlotshwa, était devant la presse pour annoncer cette décision et surtout en assumer la conséquence dont la plus crainte reste la réaction de la Fifa qui ne tolère point l'intrusion des politiques et/ou de la politique, dans

les affaires des fédérations nationales. La Fifa érige dans ses statuts en effet la séparation du football et de l'État et interdit toute ingérence des autorités étatiques dans la gestion des associations sportives.

La Fédération zimbabwéenne pourrait très vite être suspendue par l'instance mondiale entraînant ainsi son exclusion de la CAN 2021. La situation n'a l'air pourtant d'alarmer les dirigeants de la SRC. « Nous considérerons toujours qu'il s'agit d'une mesure à court terme (...) Si cela nous prend un an, deux ans et que nous sommes exclus du football international, je pense que c'est très bien et que tout le monde l'accepte », a lâché un brin fataliste le président de la SRC, Gerald Mlotshwa.

En cas d'exclusion du Zimbabwe, la Zambie, qui a fini 3e dans la poule H des éliminatoires, pourrait hériter la place de qualifié pour la CAN et rejoindre le Sénégal, la Guinée et le Malawi dans la poule D de Baffoussam.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23